

Union européenne : le club des petits pays riches ne veut pas payer pour les plus fragiles...



Le sommet européen consacré au plan de financement de la crise du coronavirus finira bien par trouver une solution, parce qu'il en va de l'avenir de l'Union européenne et que pour une fois, les deux leaders historiques de la construction européenne, la France et l'Allemagne, sont d'accord sur la nécessité de s'en sortir ensemble.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Le blocage qui a occupé les chefs d'Etat et de gouvernement pendant presque trois jours relève d'une situation très banale en Europe. **En clair, une partie des pays riches du nord de l'Europe (la Suède, les Pays-Bas, mais aussi l'Autriche et le Danemark rejoints par la Finlande) ne veut pas payer pour les plus pauvres, les plus fragiles, les plus fantasques aussi, comme l'Italie et l'Espagne.**

Le plan de relance, dessiné au départ par Angela Merkel et soutenu très fortement par Emmanuel Macron, portait sur une capacité de financement de 750 milliards d'euros, auxquels il faudra ajouter les 1300 milliards de liquidités promis par la BCE qui s'engage en contrepartie à racheter des dettes bancaires pour un même montant.

L'action de la BCE ne pose pas de « problème ».

En revanche, la répartition des 750 milliards a bloqué toute la négociation. Au départ, le couple franco-allemand avait choisi de consacrer 500 milliards sous formes d'aides et de subventions, transferts directs aux Etats non remboursables. Toujours au départ, la France et l'Allemagne avaient prévu de consacrer le reste, soit 250 milliards, à des prêts garantis par l'ensemble de l'Union européenne. C'était la première fois que l'Allemagne acceptait cette idée de mutualiser les dettes.

Ajoutons à ces chiffres l'ambition de servir d'abord les pays les plus abimés par la crise du coronavirus : l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce afin d'éviter un krach dans un de ces pays qui aurait eu un effet systémique ; lequel aurait évidemment mis par terre l'ensemble de l'Union européenne.

A peine rendu public, ce montage financier a déclenché la colère des pays frugaux, **c'est à dire de tous ceux qui ne veulent pas s'embarquer dans une gaère avec des partenaires européens qui ne savent pas ramer correctement.**

En clair, pour la Suède ou les Pays-Bas, pas question de payer pour des pays qui ne savent pas gérer leur propre budget, qui n'ont pas su gérer la crise du coronavirus en évitant la casse économique et sociale, et surtout, pas question de garantir leur prêt.

Ces pays acceptent donc une solidarité mais à minima. Avec des conditions draconiennes sur les politiques de remise en route de leurs économies.

La France et l'Allemagne ont donc passé presque trois jours à expliquer que tout le monde avait besoin de tout le monde et pour les

dirigeants allemands, c'est très nouveau.

Beaucoup de pays ont avancé aussi comme condition, le respect des règles édictées dans un Etat de droit. Ce qui a mis Varsovie et Budapest, en émoi compte tenu des libertés qu'ils prennent parfois dans l'exercice de leur démocratie.

Alors que cette décision sur le budget a besoin de l'unanimité, les trois jours de débats ont été très longs et très nerveux et les Etats européens sont pour l'instant divisés.

Ça passe ou ça casse...mais pour Angela Merkel et Emmanuel Macron, les discussions finiront par aboutir. «Quoi qu'il en coûte », pour reprendre la phrase leitmotiv du président français.

En fait, les pays récalcitrants finiront par accepter un deal.

D'abord, parce que si les Suédois ou les Hollandais n'ont pas besoin de l'Europe pour vendre leurs tulipes ou leurs bères, ils ont besoin de l'Europe du sud pour passer leurs vacances. Ces pays du Club Med, comme les appellent les gens du nord, doivent rester debout non seulement pour accueillir les touristes, mais aussi pour protéger les biens immobiliers qui appartiennent aux Flamands, aux Scandinaves ou aux Allemands. Ils ont investi des milliards en maisons et en appartements au Portugal, en Espagne ou en Italie. Tous ces biens sont très dévalorisés aujourd'hui après le passage du virus. Le seul moyen de récupérer de la valeur est de faire repartir l'industrie touristique.

Ensuite et c'est une deuxième raison pour laquelle ils finiront d'accepter de payer leur quote-part au plan de sauvetage, ils ont besoin de leur appartenance à l'Union européenne pour signer leurs deals internationaux. Si, à un moment, certains ont pu être tenté par une expérience identique au Brexit, ce qui s'est passé en Grande-Bretagne les ont très vite fait changer d'avis. **Ni la Suède, ni les Pays Bas ne peuvent s'imaginer en paradis fiscaux comme le rêve les Londoniens** Singapour, ça passe parce que c'est protégé par les Chinois. Le Luxembourg, ça passe parce qu'ils peuvent utiliser leur expertise.

Sur la table des négociations, toujours ce fonds constitué par une capacité d'emprunt de 750 milliards d'euros pour relancer l'économie européenne qui affronte une récession historique.

Les dernières discussions ont surtout porté sur la portion du fonds de relance qui sera consacrée aux subventions, par rapport à ce qui serait reversé aux Etats sous forme de prêts (et donc remboursables). C'était évidemment le sujet qui fâche.

Les pays dits "frugaux" (Pays-Bas, Autriche, Suède, Danemark, auxquels on associe la Finlande) privilégient les prêts, parce que chaque pays devra rembourser le montant de prêts qui lui a été accordé. Ils prônent aussi une diminution du volume global du plan. 750 milliards, c'était trop pour eux pour eux qui n'ont pas eu besoin de mettre autant d'argent pour relancer leur économie.

En revanche, France et Allemagne souhaitent toujours qu'une partie substantielle du budget de relance soit consacrée à des subventions, pour un montant estimé à 500 milliards d'euros, dans l'esprit de ce qu'ils avaient proposé mi-mai.

Ce débat n'est pas marginal, parce que derrière une histoire de gros sous se cache un clivage politique important concernant l'évolution structurelle de l'Union européenne. Il apparaît de plus en plus clairement que d'un côté, il existe un groupe de pays qui veulent plus d'Europe, plus de budget, plus de fédéralisme ... Et de l'autre, des pays dit frugaux qui se révèlent un peu allergiques à toute forme de solidarité, surtout en période de crise. Alors que c'est justement dans les moments les plus difficiles que les pays les plus fragiles auraient besoin de renforts.